



**SIXIEME REUNION DU GROUPE DE SOUTIEN
ET DE SUIVI SUR LA SITUATION AU MALI**

**BAMAKO, MALI
2 NOVEMBRE 2013**

CONCLUSIONS

CONCLUSIONS

1. Le Groupe de soutien et de suivi sur la situation au Mali a tenu sa 6^{ème} réunion à Bamako, le 2 novembre 2013. La cérémonie d'ouverture de la réunion a été marquée par les allocutions prononcées par la Présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), Dr Nkosazana Dlamini-Zuma, le Président de la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Kadré Désiré Ouédraogo, le Secrétaire général adjoint des Nations unies chargé des Opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, et le Ministre de la Justice, assurant l'intérim du Premier ministre de la République du Mali, M. Mohamed Ali Bathily.

2. La réunion, qui a été co-présidée par l'ancien Président Pierre Buyoya, Haut Représentant de l'UA pour le Mali et le Sahel, M. Kadré Désiré Ouédraogo et M. Hervé Ladsous, a vu la participation du Mali, dont la délégation était conduite par M. Zahabi Ould Sidi Mohamed, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, et comprenait M. Check Oumar Diarrah, Ministre de la Réconciliation, de la Reconstruction et du Développement du nord du Mali, M. Soumeylou Boubèye Maiga, Ministre de la Défense et des Anciens combattants, M. Moussa Sinko Coulibaly, Ministre de l'Administration territoriale, M. Sada Samake, Ministre de la Sécurité, et M. Hamadoun Konaté, Ministre du Travail et des Affaires sociales et humanitaires. Des Ministres et d'autres hauts responsables des pays de la région et d'autres États membres de l'UA, ainsi que les partenaires bilatéraux et multilatéraux ont également participé à la réunion. Par ailleurs, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour le Mali et le chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), Albert Gerard Koenders, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et chef du Bureau des Nations unies en Afrique de l'Ouest (UNOWA), Saïd Djinnit, et le Représentant spécial de l'Union européenne (UE) pour le Sahel, Michel Reveyrand De Menthon, ont également pris part à la réunion. La liste des pays et organisations représentés est indiquée plus bas.

3. La réunion a été l'occasion d'examiner les développements intervenus au Mali depuis la dernière réunion du Groupe, tenue à Bamako, le 1^{er} Juillet 2013, et de procéder à un échange de vues avec les autorités maliennes sur les voies et moyens les meilleurs pour consolider les progrès accomplis en vue de relever les défis auxquels le pays fait face. La réunion a également discuté de la sécurité globale, de la situation humanitaire et des développements de la situation dans la région du Sahel, à la lumière des dernières initiatives prises par les parties prenantes concernées.

4. Les participants se sont félicités des progrès importants accomplis au cours des derniers mois dans la stabilisation de la situation au Mali. Ils ont salué le déroulement pacifique et l'organisation réussie de l'élection présidentielle, dont le premier et le second tour ont eu lieu le 28 juillet et le 11 août 2013, respectivement. Ils ont félicité le nouveau Président du Mali, M. Ibrahim Boubacar Keita, pour son élection, et ont remercié M. Soumaïla Cissé, pour avoir gracieusement accepté les résultats des élections. Ils ont félicité l'ancien Président Dioncounda Traoré pour avoir dirigé avec succès la transition malienne et le processus de rétablissement de l'ordre constitutionnel. Les participants se sont engagés à travailler avec le nouveau Gouvernement et à continuer à soutenir le Mali, afin de consolider les acquis obtenus à ce jour et permettre au pays de relever les défis multidimensionnels auxquels il est confronté.

5. Les participants ont été informés de la décision des autorités maliennes d'organiser les élections législatives le 24 novembre 2013, avec le second tour prévu le 15 décembre 2013, ainsi que les dispositions entrain d'être prises à cette fin. Ils ont encouragé le Gouvernement et toutes les parties prenantes maliennes dans leurs efforts visant à créer des conditions propices à la tenue d'élections législatives inclusives, transparentes et crédibles. À cet égard, ils ont encouragé des consultations appropriées et régulières entre toutes les parties prenantes. Ils ont exprimé leur engagement à apporter le soutien nécessaire aux efforts des acteurs maliens. Ils ont exhorté la communauté internationale à fournir l'assistance requise, y compris sur les plans sécuritaire, financier, technique, logistique et de l'observation électorale.

6. Les participants ont réitéré l'importance que revêt la mise en œuvre intégrale de l'Accord préliminaire de Ouagadougou du 18 juin 2013 pour assurer le rétablissement effectif de l'autorité de l'État dans le nord du pays. Ils ont appelé à redoubler d'efforts, afin de surmonter les défis qui entravent la mise en œuvre de l'Accord, y compris le cantonnement des éléments des groupes armés signataires de l'Accord de Ouagadougou, en vue d'ouvrir la voie à des mesures supplémentaires, notamment le désarmement, la démobilisation et la réinsertion de tous les acteurs concernés. Ils se sont félicités des mesures de promotion de la paix prises par le Gouvernement, notamment la libération de prisonniers, tel que stipulé dans l'Accord de Ouagadougou. Ils ont souligné l'importance de la mise en œuvre rapide du dialogue inclusif et du processus de réconciliation. A cet égard, ils ont exhorté les autorités maliennes à accélérer le processus de réconciliation, avec le soutien des partenaires internationaux, tel qu'envisagé dans les décisions pertinentes de la CEDEAO, du Conseil de paix et de sécurité de l'UA et dans la résolution 2100(2013) du Conseil de sécurité des Nations unies.

7. De façon plus spécifique, les participants ont exprimé leur profonde préoccupation face à la situation qui prévaut à Kidal, où l'autorité de l'Etat n'est pas encore pleinement restaurée, notant que cette situation donne aux groupes terroristes l'opportunité de poursuivre leurs actes criminels. Ils ont exigé des groupes armés, notamment le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), qu'ils évacuent inconditionnellement et immédiatement le gouvernorat et la radio à Kidal et qu'ils fassent preuve de constance et de sérieux dans leur engagement en faveur de l'Accord.

8. Les participants ont exprimé leur profonde consternation à la suite de l'annonce de la mort de deux journalistes français enlevés ce jour, 2 novembre 2013, à Kidal. Ils ont fermement condamné cet acte ignoble, et ont présenté leurs condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple français.

9. Les participants ont réitéré leur appel aux autorités maliennes pour qu'elles accélèrent le redéploiement effectif de l'Administration publique dans les régions du Nord du pays, ainsi que la réhabilitation et le rétablissement des services de base, notamment les écoles et les centres de santé. Ils ont souligné que de telles mesures sont essentielles pour créer un environnement propice à un retour à la normale, y compris le retour libre et volontaire des personnes déplacées et des réfugiés. À cet égard, ils se sont félicités de la tenue des États généraux de la décentralisation, qui ont eu lieu à Bamako, du 21 au 23 octobre 2013, et ont regroupé les autorités centrales et locales, les représentants des populations et ceux des camps des réfugiés, ainsi que des experts et des partenaires internationaux, pour discuter de la décentralisation, notamment le transfert de

compétences, l'octroi de ressources correspondantes et le renforcement des capacités des structures gouvernementales locales. Ils attendent avec intérêt la mise en œuvre effective des conclusions et recommandations de cette rencontre, et ont encouragé les autorités maliennes à tirer les leçons des expériences passées et à maintenir la nature inclusive de ce processus.

10. Les participants ont condamné les récentes attaques terroristes à Tombouctou, Gao et Tessalit contre le personnel de la MINUSMA et des Forces de défense et de sécurité maliennes (FDSM) et des civils, ainsi que contre des infrastructures. Ils ont exprimé leur préoccupation face à la situation sécuritaire volatile qui prévaut encore au nord du Mali. Ils ont exprimé leur soutien aux opérations militaires en cours conduites par les FDSM et l'Opération Serval, afin de faire face à la menace que les groupes terroristes et criminels continuent de poser aux institutions de l'Etat et à la sécurité humaine.

11. Les participants se sont félicités des efforts déployés par le Gouvernement du Mali pour reconstruire son secteur de la défense et de la sécurité à travers la formation, la fourniture d'équipements adéquats, l'amélioration de la gouvernance et l'institution d'un contrôle et d'une supervision appropriés par les autorités civiles. Ils ont réitéré leur gratitude à l'UE, pour le soutien apporté à travers sa mission de formation, ainsi qu'aux autres partenaires pour leur appui. Ils ont exhorté les partenaires du Mali à accroître leur soutien aux efforts en cours visant à réformer le secteur de la défense et de la sécurité.

12. Les participants se sont félicités des progrès accomplis, depuis le 1^{er} juillet 2013, dans le déploiement de la MINUSMA, tel qu'autorisé par la résolution 2100 (2013). Ils ont appelé la communauté internationale dans son ensemble à apporter le soutien nécessaire à la MINUSMA, y compris la mobilisation de moyens et d'équipements supplémentaires, en vue de faciliter le parachèvement, dans les meilleurs délais, du déploiement de la Mission, en ayant à l'esprit la fragilité persistante de la situation au nord du Mali. Ils ont souligné la nécessité d'une collaboration étroite et continue entre tous les acteurs sur le terrain, afin de faire face aux menaces à la sécurité posées par les groupes terroristes dans le nord du Mali, d'autant que l'Opération « Serval » est entrain de réduire progressivement ses effectifs.

13. Les participants ont exprimé leur préoccupation face à la situation humanitaire qui prévaut au Mali, avec près d'un demi-million de personnes déplacées et au moins 1,4 million d'autres ayant besoin d'une aide alimentaire immédiate. Ils ont réitéré l'urgence d'une assistance humanitaire continue et accrue aux populations affectées, en particulier les femmes et les enfants, et ont appelé les partenaires internationaux à combler d'urgence le déficit accusé dans le financement de l'Appel consolidé pour le Mali, notant qu'à ce jour seulement 47% des fonds nécessaires ont été mobilisés. Ils ont pris note des efforts du Gouvernement malien visant à préparer le retour des réfugiés et des personnes déplacées, ainsi qu'à accompagner ce processus. Ils ont encouragé le Gouvernement, avec le soutien de la MINUSMA et d'autres partenaires, à continuer à travailler à la création de conditions favorables à leur retour sécurisé et volontaire.

14. Les participants ont réitéré l'importance cruciale d'un développement socio-économique durable, afin de stabiliser le Mali. À cet égard, ils se sont félicités de l'adoption par le Gouvernement du Mali du Plan pour la relance durable du Mali pour la période 2013-2014 – PRED, du Programme d'urgence pour la relance du développement dans les régions du Nord, ainsi que du Programme d'action et des orientations et priorités stratégiques du Gouvernement pour la période 2013-2018. Ils ont rappelé l'importance que revêt le respect des engagements mutuels pris par le Mali et la communauté internationale lors de la conférence des donateurs de haut niveau pour le développement du Mali, tenue à Bruxelles, le 15 mai 2013, et ont réitéré l'importance d'un suivi à haut niveau. À cet égard, ils attendent avec intérêt les conclusions de la réunion de suivi prévue à Bamako, le 7 novembre 2013. Ils ont, une fois de plus, noté que l'appui budgétaire des donateurs pour le PRED dépend aussi de la détermination des autorités maliennes à poursuivre la réforme actuelle des finances publiques. Ils se sont félicités du Plan d'action prioritaire des Nations unies pour le nord du Mali et de l'accent mis sur la relance économique, la cohésion sociale et le rétablissement de l'autorité de l'Etat. Ils ont noté le déficit important dans le financement des domaines prioritaires du Plan d'action, et ont encouragé les partenaires à soutenir sa mise en œuvre. Ils ont appelé le Gouvernement et la communauté des donateurs à promouvoir une relation novatrice, sur la base de priorités clés et d'une responsabilisation mutuelle qui permettra aux acteurs maliens et internationaux de promouvoir un partenariat plus transparent et plus ciblé, de lutter contre la mauvaise gouvernance et la corruption, le Mali jouant à cet égard le rôle de premier plan. Ils ont salué le choix stratégique du Gouvernement malien d'aller vers une plus grande transparence et efficacité dans la gestion de l'aide internationale.

15. Les participants, reconnaissant les défis multiformes auxquels la région sahélo-saharienne fait face, ont souligné la nécessité d'une approche holistique, coordonnée et orientée vers l'action pour relever ces défis. Ils ont reconnu que le renforcement des institutions de l'État, un développement économique et social inclusif, le respect des droits de l'homme et de l'État de droit sont nécessaires pour assurer la sécurité, le développement et la stabilité à long terme dans le Sahel.

16. Les participants ont réaffirmé la nécessité d'un soutien international soutenu aux pays de la région sahélo-saharienne sur la base de leurs priorités et sous leur *leadership*. Ils ont noté que le Conseil de sécurité s'est félicité de la Stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel, qui englobe, dans une approche holistique, la sécurité, la dimension humanitaire et les défis liés au développement dans la région. Ils ont également noté les efforts en cours de l'UA pour formuler une approche globale et coordonnée en appui aux pays de la région. Ils attendent avec intérêt la prochaine visite conjointe dans le Sahel par le Secrétaire général des Nations unies, la Présidente de la Commission de l'UA, le Président de la Banque mondiale, le Président de la Banque africaine de développement et le Commissaire de l'UE pour le Développement. Ils ont noté avec satisfaction les efforts en cours de la CEDEAO, dans le cadre de l'objectif d'ensemble visant à assurer une plus grande coordination entre tous les acteurs concernés. Dans ce contexte, ils ont souligné avec force l'impératif d'une coordination étroite entre tous les acteurs internationaux concernés.

17. Les participants ont félicité l'UA pour son action en vue du renforcement de la coopération sécuritaire et de l'opérationnalisation de l'Architecture africaine de paix et de sécurité dans la région sahélo-saharienne, à travers le Processus de Nouakchott, lancé en mars 2013. Ils ont noté avec satisfaction les réunions régulières des chefs des services de renseignements et de sécurité, ainsi que celles des Ministres concernés, et reconnu que ce Processus est complémentaire à d'autres efforts des pays de la région, y compris ceux des pays du champ. Ils ont encouragé la poursuite du Processus de Nouakchott et son renforcement, et ont appelé les partenaires internationaux à apporter le soutien nécessaire.

18. Les participants ont exprimé leur gratitude aux autorités maliennes pour les facilités mises à leur disposition, qui ont permis l'organisation réussie de la réunion du Groupe de soutien et de suivi, ainsi que pour l'accueil chaleureux réservé à toutes les délégations. Ils ont convenu de tenir leur prochaine réunion dans deux mois, à une date qui sera fixée après consultations entre les co-présidents, ainsi qu'avec les autorités maliennes.